



LETTRE D'INFORMATION

Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique

L'Afrique prend en charge son destin

Ouagadougou, Burkina Faso, 9 septembre, 2004 - L'Afrique, réunie pour la première fois au plus haut niveau pour discuter de la création d'emplois comme un des principaux moyens de lutte contre la pauvreté, a décidé de prendre en charge son destin, en adoptant un plan d'action concret et des mécanismes de suivi précis.

Le sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique s'est en effet achevé jeudi à Ouagadougou au Burkina Faso par l'adoption d'une déclaration solennelle plaçant l'emploi au centre des stratégies de développement et d'un plan d'action en onze points pour atteindre cet objectif. La mise en place de mécanismes de suivi sur le plan national, régional et continental dotés de calendriers précis, permettra de contrôler le processus et d'en rendre compte à tous ces niveaux.

La Commission africaine présidée par l'ancien chef d'Etat malien Alpha Oumar Konaré, fera un rapport annuel sur les activités de suivi, des rapports de synthèse tous les deux ans sur l'état de la mise en œuvre et enfin des rapports détaillés d'évaluation tous les cinq ans.

L'Afrique bénéficie déjà du soutien de son principal partenaire dans la préparation de ce sommet, le BIT (Bureau international du travail), organe exécutif de l'OIT (Organisation internationale du travail) dont le directeur général Juan Somavia, présent à Ouagadougou a siégé au sommet aux côtés des chefs d'Etat et de gouvernement africains. Il a participé aussi au Conseil exécutif des ministres de l'Union africaine et au Forum social qui a réuni représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs.

Il reste à présent aux Africains à convaincre leurs bailleurs de fonds et des organisations financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque Mondiale.

Le nouveau directeur général du FMI, l'espagnol Rodrigo de Rato, invité au sommet, a surtout parlé de croissance pour la génération d'emplois dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, soulignant toutefois que le FMI serait flexible dans son approche, notamment dans le contexte de l'ouverture commerciale des pays africains.

Ses interlocuteurs africains ont en revanche réclamé avant tout une mondialisation plus sociale et plus équitable, partageant le point de vue du BIT qui réclame une bonne gouvernance non seulement sur le plan national mais aussi global.

Quinze organisations spécialisées de l'ONU ont préparé avec le BIT un document de réflexion pour définir les grands problèmes prioritaires de l'Afrique et proposer des initiatives concrètes sur la base de leurs expériences et de leur compétences. Elles ont examiné les mécanismes de suivi qui pourraient contribuer à la mise en œuvre des engagements du sommet.

Juan Somavia, qui a pris la parole à l'ouverture du sommet mercredi, après l'hôte de la conférence, le président burkinabé Blaise Compaoré, et le président de la Commission africaine Alpha Oumar Konaré, a estimé que "l'Afrique est en droit d'attendre que l'équité règne au niveau mondial" et qu'"une bonne gouvernance nationale ne sera couronnée de succès qu'accompagnée d'une bonne gouvernance mondiale ».

Il a appelé à un effort plus déterminé de la part de la communauté mondiale pour une politique internationale cohérente en matière de croissance, d'investissement et d'emploi permettant ainsi de lutter contre la pauvreté et le chômage en Afrique.

Il a également souligné que l'Afrique n'a plus besoin de bonnes paroles mais de partenaires à l'écoute qui respectent la prise en charge nationale des politiques de développement.

M. Somavia a déclaré que l'Afrique avait le "droit d'attendre que l'équité règne au niveau mondial". Pour lui, les décisions prises à Ouagadougou ont fait ressortir une vérité toute simple. « L'Afrique travaille. Les femmes, les hommes, les jeunes, et malheureusement même les enfants, de ce continent travaillent dur chaque jour. Il n'y a pas de pauvreté de l'effort en Afrique. Il y a une pauvreté des opportunités."

Plaidant pour une « approche globale », M. Somavia, a estimé que le sommet a mis en relief, sous un nouveau jour, un argument essentiel : « sans emplois, les efforts de lutte contre la pauvreté ne peuvent pas être couronnés de succès."

"Nous sommes avec vous", a-t-il dit. "Nous sommes le porte-parole tripartite de la justice sociale et du dialogue social. Un porte-parole qui respecte et demande le respect pour les priorités de l'Afrique."

Le Forum des partenaires sociaux, dans un message adressé au sommet, a défini pour sa part six priorités : faire du travail décent un objectif global; placer la promotion du travail décent au centre des politiques économiques et sociales dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté ; respecter les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte d'une économie mondialisée ; veiller au respect de la place des femmes; consolider les processus démocratiques et institutionnaliser le dialogue social à tous les niveaux.